



Nîmes, le 11 mai 2018

COMMUNIQUE DE PRESSE INTERSYNDICALE

Les agents du Gard et leurs organisations syndicales ont décidé de bloquer le site de Nîmes Saintenac les quatre derniers jours de la campagne (papier) Impôt sur le Revenu :

**du lundi 14 MAI au jeudi 17 MAI
et de faire du jeudi 17 MAI une journée dans le GARD, DDFIP MORTE**

Ces actions ont pour but d'informer les contribuables et usagers des dangers de la disparition de notre administration.

Nos réceptions sont gratuites, la Poste depuis le 16 avril propose d'aider le particulier à remplir sa déclaration moyennant **39 euros**. Les Français de plus en plus loin des Centres de Finances Publiques devront s'adapter au numérique, se déplacer ou payer son facteur.

Est ce l'avenir de la Fonction Publique, rendre payant les services publics gratuits ?

DEMAIN CE SERA PIRE AVEC LA FIN DU SERVICE PUBLIC DE PROXIMITE !!!

- Encore plus de fermetures de sites dans les villages et villes moyennes.
- Centralisation avec concentration des services dans les chefs lieu de département ou de région
- Avec la réduction drastique de l'offre d'accueil : des files d'attente qui s'allongent, la qualité des services se dégrade
- Demain quelles trésoreries rayées de la carte dans le GARD? Aramon? Quissac? St Gilles? Combien de SIP (services Impôt des Particuliers) maintenus ? Un seul à Nîmes? Alors qu'aujourd'hui il en existe à Alès, Bagnols, Uzès, Le Vigan et 3 à Nîmes.
- Développement des plate-formes téléphoniques avec **numéros surtaxés!**
- Obligations d'effectuer démarches et paiements sur internet..... à terme restera -t-il un accueil ?
Le tout internet ne remplace pas l'humain, tous les publics ; des victimes de la fracture numérique, en passant par les personnes fragiles, les personnes âgées ,ou toutes autres personnes.

Nous avons **tous** droit à des **réponses gratuites** de professionnels de la fiscalité.

Depuis 2011, 150 emplois ont été supprimés dans les postes et services des Finances Publiques du GARD.

Comment les agents vont-ils pouvoir continuer à effectuer leurs missions alors que leurs conditions de travail se dégradent d'année en année?

Il faut arrêter cette machine infernale qui détruit nos emplois et le service public en laissant au bord du chemin les plus fragiles de nos concitoyens.

La Direction générale des Finances Publiques de par la nature et la diversité de ses missions est au cœur de l'État et de l'action publique.

S'obstiner à ne pas reconnaître la dimension républicaine et d'intérêt général de notre administration, c'est mettre en danger l'ensemble des services publics et la cohésion sociale.

La mise en place du prélèvement à la source: les premiers bugs qui apparaissent déjà ... rien ne garantit la réussite de cette fausse réforme fiscale complexe qui n'a qu'un seul objectif, supprimer encore plus d'emplois aux Finances Publiques !

A la DGFIP, exigeons toutes et tous ensemble :

- l'arrêt des suppressions d'emplois
- l'attribution des moyens propres à garantir la pérennité de toutes nos missions
- d'en finir avec la dégradation continue de nos conditions de travail
- de préserver et développer le maillage territorial seule garantie d'un service public de proximité